



Financement agricole Canada

Rapport financier du premier trimestre de 2025-2026

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025



Table des matières

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers.....	3
Avertissement relatif aux énoncés prospectifs.....	3
Aperçu	3
Contexte économique.....	4
Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire.....	5
Gestion du risque d'entreprise	6
Résultats financiers	7
Situation financière.....	9
Rendement par rapport au plan.....	9

États financiers

Déclaration de la responsabilité de la direction	10
États financiers trimestriels consolidés condensés.....	11
Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés.....	15

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à l'adresse communications@fcc-fac.ca

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers

Le rapport de gestion qui suit résume la situation financière et les résultats d'exploitation de Financement agricole Canada (FAC) et a été préparé par la direction. Conformément au pouvoir que lui confère le Conseil d'administration de FAC, le Comité d'audit du Conseil a examiné le rapport de gestion et a approuvé sa diffusion le 27 août 2025. Ce rapport de gestion a été dressé conformément à la Directive sur les normes comptables « GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État », publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

Ce rapport de gestion s'appuie sur les états financiers trimestriels consolidés condensés non audités de FAC pour le trimestre terminé le 30 juin 2025 et peut être lu en parallèle avec le Rapport annuel et le Résumé du plan d'entreprise les plus récents.¹

Avertissement relatif aux énoncés prospectifs

Le rapport de gestion contient des renseignements financiers prospectifs fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il existe donc un risque important que les résultats réels soient différents et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer de tels écarts, il faut inclure l'évolution de la conjoncture générale de l'économie et des marchés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pression inflationniste, les taux d'intérêt, les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement et les perturbations commerciales.

Aperçu

FAC est une société d'État fédérale qui rend compte aux Canadiennes et Canadiens et au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Elle offre du financement et d'autres services à plus de 103 000 clientes et clients. La société compte plus de 2 500 employés situés dans 101 bureaux se trouvant principalement dans les collectivités rurales canadiennes, ainsi qu'à notre siège social, qui se trouve à Regina, en Saskatchewan.

¹ Ces documents peuvent être consultés à l'adresse <https://www.fcc-fac.ca/fr/a-propos-de-fac/gouvernance/rapports.html>.

Contexte économique¹

L'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire a été confrontée à de nombreux défis en 2024 et, en 2025, elle doit faire face à une énorme incertitude liée aux perturbations du commerce mondial. Les coûts d'emprunt continuent d'afficher une tendance à la baisse cette année, après que la Banque du Canada a réduit son taux de financement à un jour à 2,75 %, tandis que la lente croissance économique au Canada et partout dans le monde a exercé une pression sur la plupart des prix des produits agricoles. Les recettes monétaires agricoles ont diminué de 1,6 % en 2024, après avoir atteint un montant record de 99,5 milliards de dollars l'année précédente. En 2025, selon les projections, les recettes monétaires agricoles devraient augmenter de 8,5 %, mais compte tenu de l'incertitude à venir, ces projections pourraient être revues à la baisse. Si les prévisions actuelles se réalisent, les recettes monétaires agricoles de 2025 atteindraient un niveau record de 106,3 milliards de dollars, ce qui soutiendrait le bilan du secteur agricole.

Après une croissance du PIB réel de 1,5 % en moyenne au cours des deux dernières années, le Canada s'apprête à connaître encore quelques années de difficultés économiques. La baisse de l'immigration devrait ralentir la croissance démographique en 2025, ce qui freinera le PIB potentiel du pays. La faiblesse du marché du travail et la baisse du pouvoir d'achat des ménages freinent les dépenses de consommation, qui représentent environ 60 % du PIB. Parallèlement, les investissements des entreprises sont freinés par un manque de confiance dans un contexte d'incertitude et de perturbations des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. La faiblesse persistante de l'économie laisse penser que la Banque du Canada pourrait réduire encore davantage les taux d'intérêt cette année. Combinées à l'incertitude relative aux droits de douane, ces réductions de taux limitent la probabilité que le dollar canadien s'apprécie considérablement par rapport au dollar américain en 2025.

La forte demande et l'offre limitée de terres agricoles ont renforcé la valeur de celles-ci en 2023, avec une croissance de 7,8 %. Toutefois, selon les projections, l'appréciation de la valeur des terres devrait avoir ralenti à 4,5 % en 2024 en raison de l'augmentation des taux d'intérêt et de la baisse des recettes monétaires agricoles. La croissance devrait se poursuivre en 2025, avec un taux de 4,9 %.

Les tensions géopolitiques ont eu un impact considérable sur les marchés mondiaux ces dernières années, et l'agriculture canadienne est confrontée à une grande incertitude en raison des perturbations majeures du commerce international. Les exportations canadiennes qui sont conformes à l'ACEUM, ce qui comprend la quasi-totalité des exportations agricoles et agroalimentaires, sont pour l'instant exemptées de droits de douane. Toutefois, les produits qui ne sont pas conformes à l'ACEUM sont assujettis à un taux tarifaire minimum de 10 %, tandis qu'un taux de 50 % a été imposé sur l'acier et l'aluminium. Les tarifs douaniers sur l'aluminium auront une incidence sur le coût des équipements agricoles en cours de fabrication et sur le coût des canettes importées pour le secteur des aliments et des boissons.

L'Inde a appliqué des droits de douane sur les importations de lentilles en mars 2025, mais a prolongé l'accès en franchise de droits pour les pois jaunes jusqu'au 31 mars 2026. La Chine a récemment annoncé qu'à compter du 14 août, des droits de douane de 75,8 % seront imposés sur les importations canadiennes de semences de canola à la suite de son enquête antidumping. Ces tarifs s'ajoutent aux droits de douane de 100 % imposés sur les exportations canadiennes d'huile de canola, de farine de canola et de pois, ainsi qu'aux droits de douane de 25 % imposés sur le porc et les fruits de mer, en vigueur depuis mars 2025. En revanche, les changements apportés à la politique américaine en matière de biocarburants sont favorables, car les États-Unis n'acceptent que les matières premières provenant des États-Unis, du Canada et du Mexique.

L'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire ressent également les effets des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, étant donné que les contrats à terme agricoles américains servent de prix de référence pour les marchés canadiens. Bien que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine fasse actuellement l'objet d'une pause de 90 jours et que les deux parties aient convenu d'un cadre commercial provisoire avec des droits de douane réduits (droits de douane américains de 55 % et droits de douane chinois de 10 %), les perturbations devraient encore avoir des conséquences économiques importantes dans le monde entier, notamment une hausse des prix à la consommation, une perturbation des chaînes d'approvisionnement et une augmentation des coûts d'exploitation pour les entreprises. En conséquence, la croissance économique mondiale, déjà faible, pourrait ralentir davantage. Bref, les marchés financiers, y compris les produits de base, sont susceptibles de demeurer volatils dans un avenir prévisible.

¹ Les références dans le Contexte économique se rapportent à l'année civile. Au moment de la rédaction du présent rapport trimestriel, les références aux données économiques de 2024 sont encore des estimations et sont mentionnées comme telles tout au long de l'aperçu. Ces valeurs changeront dans les rapports subséquents à mesure que les données réelles seront connues.

Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire¹

Production primaire

La production totale de céréales et d'oléagineux au Canada s'est élevée à environ 94,6 millions de tonnes en 2024, soit 3,3 % de plus que la moyenne quinquennale (2019-2023). L'augmentation de la production est largement attribuable à la reprise de la production de blé dur, de lentilles et de légumineuses après la sécheresse de 2023. Malgré l'augmentation de la production, la part de la maigre récolte de 2023 vendue en 2024, conjuguée à la baisse des prix des produits agricoles, explique la diminution des recettes tirées des grandes cultures. En 2025, selon les projections, les recettes tirées des grandes cultures devraient augmenter de 8,0 %, grâce à la vigueur des exportations de blé et de canola ainsi qu'à l'amélioration des prix courants au deuxième trimestre de l'année civile.

L'incertitude concernant le commerce mondial rend difficile la prévision des marges. Les prix à terme (en dollars américains) se sont redressés après avoir baissé au début de l'année 2025, à la suite de la réduction des droits de douane entre les États-Unis et la Chine. Par conséquent, les marges prévues dans l'Ouest et l'Est du Canada se sont améliorées, les rendements estimés étant en moyenne légèrement supérieurs au seuil de rentabilité. Les droits de douane appliqués aux exportations canadiennes de canola vers la Chine devraient exercer une pression à la baisse sur les marges avant la fin de l'année; toutefois, jusqu'à présent, les marchés ont réagi modérément à ces droits de douane. Les prix seront également influencés par les conditions météorologiques nord-américaines au cours des prochains mois.

Le secteur laitier a connu une année très favorable en 2024, après une période difficile de cinq ans. La demande de produits laitiers a été forte, ce qui a incité les offices de commercialisation à émettre des quotas supplémentaires et des jours d'incitation afin d'augmenter l'offre de lait. Les marges estimées pour le secteur laitier se sont améliorées puisque les coûts des aliments pour animaux, des charges fixes et d'autres dépenses variables ont légèrement diminué, ce qui a entraîné une augmentation des revenus estimés. Des prix combinés plus élevés que prévu soutiennent les perspectives pour le reste de l'année, et le secteur connaît un niveau d'optimisme qu'il n'a pas connu depuis longtemps.

La rentabilité du secteur bovin a été vigoureuse l'an dernier, et les marges des éleveurs-naisseurs devraient demeurer nettement supérieures à la moyenne quinquennale en 2025. Toutefois, malgré les prix élevés, le cheptel bovin canadien continue de diminuer et est à son niveau le plus bas depuis trois décennies, tandis que le cheptel canadien de vaches de boucherie et de génisses de remplacement est à son plus bas niveau depuis 1987. Les tarifs douaniers demeurent une source d'inquiétude, mais la plupart des producteurs des Prairies se concentrent sur le rendement des cultures fourragères et les conditions des pâturages pour le reste de l'été, ce qui est susceptible de freiner la reconstitution des troupeaux.

Dans le secteur de la volaille, les éclosions de grippe aviaire ont ralenti la production de poulets à griller en 2024, ce qui a entraîné une croissance de 1,0 %, soit le taux de croissance le plus bas depuis 2014 (à l'exclusion de 2020 et du début de la pandémie). Toutefois, la production totale de viande en 2024 a encore atteint un niveau record. Alors que le secteur de la volaille était sur un pied d'alerte pour la saison de migration printanière de 2025, les éclosions ont pu être gérées grâce aux mesures de biosécurité que le secteur a mises en œuvre pour relever les défis posés par les éclosions de ces dernières années. La croissance de la production de poulets à griller au deuxième semestre de cette année devrait être forte compte tenu des récentes augmentations des quotas de production.

Les producteurs canadiens de pommes de terre ont obtenu une récolte record pour la quatrième année consécutive en 2024. La production a augmenté de 1,2 % pour s'établir à 128 millions de quintaux. La production s'est considérablement accrue au Nouveau-Brunswick et au Québec, après avoir diminué en 2023 en raison des conditions humides. L'Alberta est restée le premier producteur de pommes de terre du Canada, contribuant à près d'un quart de l'approvisionnement du pays. Grâce à cette récolte record, les stocks canadiens de pommes de terre demeurent abondants. Parallèlement à l'incertitude concernant les droits de douane potentiels, ces réserves plus importantes ont pesé sur les prix des contrats et les superficies cultivées pour la campagne de commercialisation 2025-2026.

Les recettes monétaires tirées des légumes de serre ont augmenté de 8,5 % en 2024 et, selon les projections, devraient augmenter de 6,5 % en 2025. On prévoit que la rentabilité de la production en serre sera faible en 2025, car les coûts des intrants et de la main-d'œuvre resteront élevés. Les recettes monétaires tirées des légumes de plein champ ont augmenté de 6,2 % en 2024, mais la rentabilité a été mise sous pression en raison des problèmes de main-d'œuvre et des coûts élevés des intrants. En 2025, selon les projections, les recettes tirées de la culture des légumes devraient augmenter de 3,8 %. Les recettes tirées de la production de fruits frais ont diminué de 1,7 % en 2024, mais on projette une augmentation de 4,7 % en 2025, en supposant une production moyenne.

¹ Les références dans le Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire se rapportent à l'année civile. Au moment de la rédaction du présent rapport trimestriel, les références aux données économiques de 2024 sont encore des estimations et sont mentionnées comme telles tout au long de l'aperçu. Ces valeurs changeront dans les rapports subséquents à mesure que les données réelles seront connues.

Dans le secteur porcin, les marges ont été sous pression en 2024 en raison de l'offre excédentaire et de la faible demande à l'échelle mondiale. Toutefois, à la fin de l'année, les prix des porcs ont augmenté et les coûts des aliments pour animaux ont diminué, ce qui a amélioré la rentabilité. Selon les projections, les estimations de rentabilité pour 2025 devraient continuer à s'améliorer par rapport à l'année dernière, grâce à la baisse des coûts des aliments pour animaux et à des prix plus élevés que prévu, bien que les perturbations commerciales avec les États-Unis et la Chine menacent les perspectives du secteur.

Agroentreprise et agroalimentaire

Dans le secteur de l'agroentreprise, les ventes d'équipements agricoles ont été faibles en 2024. La demande sera encore plus limitée pour le reste de l'année, alors que l'industrie est déjà confrontée aux prix élevés des équipements et à la baisse de la rentabilité des exploitations agricoles et qu'elle doit maintenant faire face aux conséquences des perturbations du commerce mondial, notamment les droits de douane sur l'acier et l'aluminium. Les prix des engrais, à l'exception du phosphate, ont suivi une tendance à la baisse tout au long de 2024. L'offre mondiale de phosphate demeure limitée, ce qui maintient les prix à un niveau élevé en 2025. Les prix de l'azote devraient être volatils et pourraient suivre une tendance à la hausse, car le conflit au Moyen-Orient menace l'offre mondiale.

À mesure que 2025 progresse, les fabricants canadiens d'aliments et de boissons évoluent dans un environnement commercial complexe, ce qui commence à avoir une incidence sur leurs résultats. Les conséquences de l'évolution des politiques commerciales à l'échelle internationale et de l'augmentation des prix des intrants (en raison des droits de douane) se répercutent tout au long de la chaîne d'approvisionnement sous la forme d'une hausse du coût des marchandises vendues et d'une baisse du volume des ventes. En outre, les salaires et les avantages sociaux devraient à nouveau augmenter en 2025, même si les offres d'emploi diminuent.

Gestion du risque d'entreprise

À titre d'institution financière, nous tenons compte des risques lorsque nous accordons du financement à nos clients, offrons des services, déterminons nos priorités et élaborons des stratégies et des initiatives d'entreprise. Nos quatre principales catégories de risque sont le risque stratégique, le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la réputation. Chaque catégorie recouvre des risques distincts, qui sont évalués au moyen de divers outils pour en déterminer la probabilité et l'incidence.

Notre cadre de gestion du risque d'entreprise établit la structure de gouvernance permettant de gérer ces risques, de même que le processus utilisé pour déterminer, évaluer, mesurer, gérer, atténuer et surveiller le risque et en faire rapport. Nous améliorons constamment nos pratiques de gestion du risque d'entreprise et nous évaluons nos activités en fonction d'un énoncé officiel sur la propension et la tolérance au risque, qui définit et mesure ce qui constitue un niveau acceptable de risque.

Nous continuons de suivre notre cadre de gestion du risque d'entreprise, comme décrit dans le rapport annuel pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2025.

Résultats financiers

Notre analyse du bénéfice net consiste en une comparaison des résultats du trimestre terminé le 30 juin 2025 aux résultats de la même période terminée le 30 juin 2024.

Bénéfice net

(millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin		
	2025	2024	Écart
Intérêts créditeurs nets	388	349	39
Charge pour pertes sur prêts	(18)	(25)	7
Produits autres que d'intérêt	3	10	(7)
Frais d'administration	(172)	(158)	(14)
Bénéfice net	201	176	25

Trimestre terminé le 30 juin

Le bénéfice net a augmenté de 25 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 14 % par rapport à la même période en 2024. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse des volumes de prêts, ce qui a contribué à une augmentation des intérêts créditeurs nets. La charge pour pertes sur prêts a diminué d'un trimestre à l'autre, principalement parce que la croissance des prêts douteux a été plus faible par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêt ont diminué, car plus de gains nets non réalisés sur les investissements en capital ont été constatés au cours du trimestre terminé le 30 juin 2024. La hausse des frais d'administration est attribuée à l'augmentation des salaires et des avantages sociaux découlant de l'ajout de nouveaux postes pour soutenir la croissance de l'entreprise, ainsi qu'à la hausse des dépenses au chapitre des services professionnels en raison d'investissements supplémentaires réalisés pour faire progresser notre stratégie et nos initiatives.

Intérêts créditeurs nets, prêts et emprunts

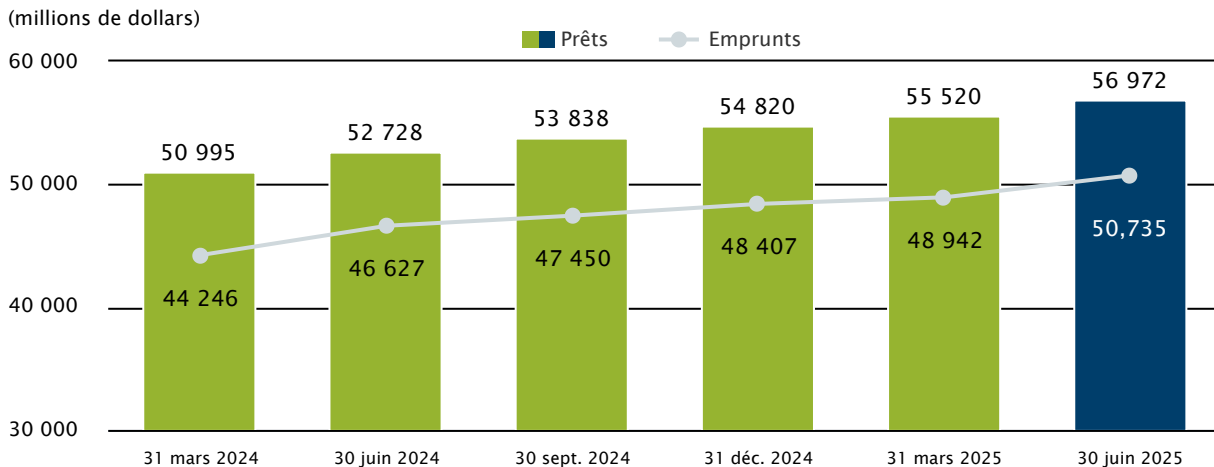
Intérêts créditeurs nets

(millions de dollars)	Trimestre terminé le	
	30 juin	2025
Augmentation sur douze mois des intérêts créditeurs nets attribuable à :		
Augmentation du volume		30
Augmentation de la marge d'intérêt nette		9
Augmentation totale des intérêts créditeurs nets		39

Trimestre terminé le 30 juin

Les intérêts créditeurs nets ont augmenté de 39 millions de dollars. Cette croissance est principalement attribuable à une augmentation de 8 % sur douze mois du volume d'actifs productifs d'intérêts, ce qui représente 30 millions de dollars de la hausse des intérêts créditeurs nets. Un accroissement du portefeuille a été constaté dans tous les secteurs, mais surtout dans le secteur du financement par alliance. La marge d'intérêt nette s'est améliorée grâce à un environnement de taux d'intérêt plus stable, ce qui a également contribué, à hauteur de 9 millions de dollars, à la hausse des intérêts créditeurs nets.

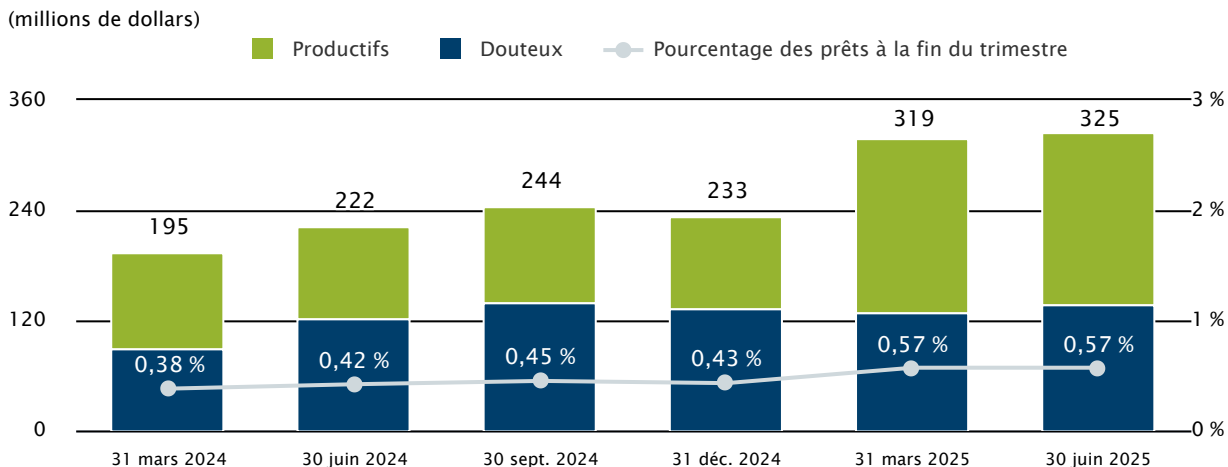
Prêts et emprunts



Les prêts ont augmenté de 2,6 % depuis le 31 mars 2025, et cette croissance a été observée dans tous les secteurs de l'industrie et dans toutes les régions géographiques. La plus forte augmentation en dollars et le taux de croissance le plus élevé ont été constatés dans le financement par alliance, principalement en raison des achats d'intrants de culture saisonniers pour la saison d'ensemencement 2025 – une tendance qui s'harmonise avec les activités typiques du premier trimestre. Les prêts dans le secteur des oléagineux et des céréales ont également augmenté, soutenus par la demande continue de terres agricoles et une augmentation des emprunts liée à la hausse des coûts des équipements agricoles.

Les emprunts ont augmenté de 3,7 % au cours de la même période, pour financer la croissance des prêts et des investissements, reflétant à la fois les nouveaux emprunts à long terme et à court terme.

Provision pour pertes sur prêts et qualité du crédit



La provision pour pertes sur prêts a globalement augmenté de 6 millions de dollars depuis le 31 mars 2025. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 8 millions de dollars de la provision pour pertes sur prêts douteux, car les clients de divers secteurs et emplacements géographiques ont fait face à des défis persistants en matière de rentabilité, ce qui a entraîné une hausse des soldes de prêt en retard et des demandes de modification de prêt. Le secteur agroalimentaire a connu la plus forte augmentation des prêts douteux et a représenté la majorité des radiations, ce qui a partiellement contrebalancé l'augmentation globale de la provision pour pertes sur prêts en éliminant les montants irrécouvrables. Au 30 juin 2025, les radiations se sont élevées à 17 millions de dollars par rapport au montant de 106 millions de dollars constaté pour l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Situation financière

(millions de dollars)	30 juin 2025	31 mars 2025	Écart
Espèces et quasi-espèces	2 070	1 514	556
Placements à court terme	405	485	(80)
Prêts nets	56 647	55 201	1 446
Investissements	471	456	15
Autres	484	499	(15)
Total de l'actif	60 077	58 155	1 922
Emprunts	50 735	48 942	1 793
Autres	541	563	(22)
Total du passif	51 276	49 505	1 771
Capitaux propres	8 801	8 650	151

En plus de la croissance des prêts et des emprunts dont il est question ci-dessus, les espèces et quasi-espèces et les placements à court terme, qui soutiennent collectivement la gestion globale des liquidités, ont augmenté d'un montant net de 476 millions de dollars en raison de la hausse des besoins en matière de liquidités et de flux de trésorerie au cours du trimestre. L'augmentation des capitaux propres est attribuable à un bénéfice net depuis le début de l'exercice de 201 millions de dollars contrebalancé par un dividende de 50 millions de dollars versé au gouvernement du Canada le 24 juin 2025.

Rendement par rapport au plan

Principales mesures financières	Trimestre terminé le 30 juin 2025	
	Réalisations	Plan
Bénéfice net	201 M\$	184 M\$
Taux de croissance des prêts ⁽¹⁾	8,0 %	5,9 %
Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾	7,0 %	8,1 %
Ratio d'efficience ⁽¹⁾⁽²⁾	45,2 %	48,1 %
Ratio de capital total ⁽³⁾	15,8 %	16,3 %
Frais d'administration	172 M\$	185 M\$

⁽¹⁾ Ces mesures sont calculées à l'aide de données fondées sur une moyenne de 12 mois consécutifs jusqu'au 30 juin 2025.

⁽²⁾ Il est possible que ces mesures n'aient pas de signification uniformisée au titre des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et ne soient pas comparables à des mesures similaires utilisées dans l'industrie. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section sur les mesures non conformes aux PCGR du rapport annuel du 31 mars 2025.

⁽³⁾ La valeur du plan pour cette mesure est projetée pour une période de 12 mois terminée le 31 mars 2026.

Au premier trimestre, de nombreuses mesures financières clés ont dépassé les attentes du plan. Ce rendement solide a été stimulé par une croissance du portefeuille et des conditions de taux d'intérêt favorables, ainsi que par des frais d'administration moins élevés que prévu. Le ratio d'efficience a été plus solide que prévu en raison de la baisse des frais d'administration, principalement en raison des retards dans les dépenses liées aux projets et des économies sur les dépenses au chapitre des services impartis, combinée à l'augmentation des revenus découlant de la croissance plus forte des prêts.

Le rendement des capitaux propres est inférieur au plan, principalement en raison de la charge pour pertes sur prêts supérieure au plan au cours des douze derniers mois. Le ratio de capital total a été inférieur au plan en raison d'une croissance plus forte du portefeuille et d'une certaine augmentation du risque du portefeuille, ce qui a accru les exigences en matière de capitaux propres.

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés conformément à la Directive sur les normes comptables « GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État », publiée par le Conseil du Trésor du Canada, et des mesures de contrôle interne qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés qui ne contiennent aucune inexactitude importante. La direction est aussi responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements que contient le présent rapport financier trimestriel soient conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés condensés non audités donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés condensés.



Justine Hendricks, MBA
Présidente-directrice générale



Corinna Mitchell-Beaudin, CPA, CA, CFA
Vice-président exécutive, Finances

Regina, Canada
Le 27 août 2025

Bilan consolidé

(non audité)	Au 30 juin	Au 31 mars
(millions de dollars canadiens)	2025	2025
Actif		
Espèces et quasi-espèces	2 070	1 514
Placements à court terme	405	485
Créances et charges payées d'avance	29	43
Prêts		
Total des prêts (note 2)	56 972	55 520
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	(325)	(319)
Prêts nets	56 647	55 201
Autres prêts nets	8	8
Investissements	464	449
Participation dans des entreprises associées	7	7
Actifs au titre du droit d'utilisation	149	147
Immobilisations corporelles	22	21
Actifs incorporels	5	6
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	266	267
Autres actifs	5	7
Total de l'actif	60 077	58 155
Passif		
Créditeurs et charges à payer	66	111
Emprunts		
Dettes à court terme (note 4)	11 900	10 933
Dettes à long terme (note 4)	38 835	38 009
Total des emprunts	50 735	48 942
Passifs des prêts Transfert	207	186
Passifs liés aux contrats de location	154	153
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	105	104
Autres passifs	9	9
Total du passif	51 276	49 505
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	8 801	8 650
Total des capitaux propres	8 801	8 650
Total du passif et des capitaux propres	60 077	58 155

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des résultats

	Pour le	
	trimestre terminé le	
(non audité)	30 juin	30 juin
(millions de dollars canadiens)	2025	2024
Intérêts créditeurs	737	746
Intérêts débiteurs	(349)	(397)
Intérêts créditeurs nets	388	349
Revenu tiré de l'assurance	5	5
(Perte nette) gain net tiré des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	(1)	5
Autres charges	(1)	–
Produits autres que d'intérêt	3	10
Total des revenus	391	359
Charge pour pertes sur prêts	(18)	(25)
Frais d'administration	(172)	(158)
Bénéfice net	201	176

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin

(non audité) (millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2025	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 juin 2025
Bénéfices non répartis	8 650	201	(50)	8 801
Total des capitaux propres	8 650	201	(50)	8 801

(non audité) (millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 juin 2024
Bénéfices non répartis	8 736	176	(690)	8 222
Total des capitaux propres	8 736	176	(690)	8 222

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

	Pour le	
	trimestre terminé le	
(non audité)	30 juin	30 juin
(millions de dollars canadiens)	2025	2024
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	201	176
Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes de fonds liées aux activités d'exploitation :		
Intérêts créditeurs	(737)	(746)
Intérêts débiteurs	349	397
Charge pour pertes sur prêts	18	25
Perte nette non réalisée (gain net non réalisé) découlant des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	1	(5)
Dépréciation d'actifs au titre du droit d'utilisation	4	4
Dépréciation d'immobilisations corporelles	2	2
Amortissement d'actifs incorporels	1	1
Pertes de change nettes non réalisées (gains de change nets non réalisés) ⁽¹⁾	59	(15)
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(1 564)	(1 756)
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	(10)	(46)
Intérêts reçus	781	780
Intérêts payés	(381)	(407)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(1 276)	(1 590)
Activités de placement		
Achat de placements à court terme	(243)	(258)
Produits de placements à court terme arrivés à échéance	323	187
Remboursements d'autres prêts	–	13
Acquisition de placements	(24)	(9)
Produits de la vente et du remboursement de placements	1	1
Achat d'immobilisations corporelles	(3)	(1)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités de placement	54	(67)
Activités de financement		
Dette à long terme émise	3 297	3 732
Dette à long terme remboursée	(1 759)	(1 485)
Dette à court terme émise	4 363	3 237
Dette à court terme remboursée	(4 069)	(3 091)
Capital remboursé au titre des passifs liés aux contrats de location	(4)	(4)
Dividende versé	(50)	(690)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	1 778	1 699
Variation des espèces et quasi-espèces	556	42
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 514	1 559
Effets des variations du taux de change sur le solde des sommes détenues et exigibles en devises étrangères	–	3
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 070	1 604
Les espèces et quasi-espèces comprennent :		
Espèces	1 698	1 397
Placements à court terme	372	207

⁽¹⁾ La présentation a été mise à jour afin de clarifier davantage la composition des soldes.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés

(non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers trimestriels consolidés et condensés non audités (états financiers trimestriels) ont été dressés conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ces états financiers trimestriels ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

À moins d'indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de dollars canadiens, soit la monnaie de fonctionnement de Financement agricole Canada (FAC).

Ces états financiers trimestriels présentent les résultats en date du 30 juin 2025 et pour le trimestre terminé à cette date, et leur communication a été approuvée et autorisée par le Comité d'audit du Conseil d'administration le 27 août 2025.

Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation de ces états financiers trimestriels sont conformes à celles qui ont été appliquées aux états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Estimations et jugements importants de la direction

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction formule des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'avenir qui influent sur les montants présentés dans les états financiers trimestriels et les notes complémentaires. Ces jugements, estimations et hypothèses font l'objet d'une évaluation continue fondée sur les données antérieures et d'autres facteurs, dont les événements prévus et jugés plausibles dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces jugements, estimations et hypothèses.

Pour obtenir des renseignements sur les jugements, les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les montants déclarés dans les états financiers trimestriels, consultez les notes correspondantes des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

2. Prêts nets

	Terme jusqu'à échéance			Au 30 juin 2025
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	5 071	12 948	420	18 439
Taux fixe	8 601	23 118	6 855	38 574
Prêts bruts	13 672	36 066	7 275	57 013
Commissions sur prêts reportées				(41)
Total des prêts				56 972
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(325)
Prêts nets				56 647

	Terme jusqu'à échéance			Au 31 mars 2025
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 152	12 684	382	17 218
Taux fixe	7 638	23 400	7 304	38 342
Prêts bruts	11 790	36 084	7 686	55 560
Commissions sur prêts reportées				(40)
Total des prêts				55 520
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(319)
Prêts nets				55 201

Concentration du risque de crédit

Répartition par secteur

	Au 30 juin 2025		Au 31 mars 2025	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Céréales et oléagineux	17 738	269	17 501	211
Produits laitiers	7 759	131	7 684	106
Agroentreprise	5 843	125	5 739	140
Bœuf	4 829	80	4 678	83
Autres	4 619	129	4 527	119
Agroalimentaire	3 813	220	3 721	138
Volaille	3 644	78	3 619	27
Alliances	2 861	54	2 254	19
Serres	2 669	167	2 638	194
Porc	1 653	124	1 626	88
Fruits	1 585	123	1 573	106
Total	57 013	1 500	55 560	1 231

Répartition géographique

	Au 30 juin 2025		Au 31 mars 2025	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Ontario	17 191	331	16 918	300
Saskatchewan	10 742	165	10 408	107
Alberta	10 336	231	10 022	171
Québec	7 905	234	7 613	280
Colombie-Britannique	4 882	348	4 831	259
Manitoba	4 252	111	4 085	66
Atlantique	1 705	80	1 683	48
Total	57 013	1 500	55 560	1 231

3. Provision pour pertes sur prêts – prêts

Au 30 juin 2025	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	77	113	129	319
Transfert au 1 ^{er} stade	5	(4)	(1)	–
Transfert au 2 ^e stade	(3)	26	(23)	–
Transfert au 3 ^e stade	–	(7)	7	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	11	1	2	14
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(2)	(2)	(5)	(9)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(9)	(18)	45	18
Radiations	–	–	(17)	(17)
Provision totale	79	109	137	325

Au 31 mars 2025	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	34	72	89	195
Transfert au 1 ^{er} stade	16	(14)	(2)	–
Transfert au 2 ^e stade	(8)	68	(60)	–
Transfert au 3 ^e stade	(2)	(24)	26	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	38	5	6	49
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(14)	(7)	(19)	(40)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	13	14	194	221
Radiations	–	(1)	(105)	(106)
Provision totale	77	113	129	319

4. Emprunts

Dette à court terme

	Au 30 juin 2025	Au 31 mars 2025
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	661	641
Emprunts à taux fixe	10 058	9 067
	10 719	9 708
Emprunts auprès des marchés financiers		
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains	1 181	1 225
Total	11 900	10 933

Dette à long terme

	Au 30 juin 2025	Au 31 mars 2025
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	18 756	16 384
Emprunts à taux fixe	20 079	21 625
Total	38 835	38 009